



Crises nutritionnelles mondiales, l'urgence d'un réengagement de la France

Alerte après alerte, les crises nutritionnelles persistent et dans de nombreux cas s'aggravent, sans réponse internationale à la hauteur. Si davantage d'enfants malnutris ont pu bénéficier de traitement dans le monde au cours des dernières années, ces progrès sont en net recul par manque de soutien financier pérenne et de décisions courageuses.

Des chiffres alarmants, des pertes évitables

Pour la première fois depuis des décennies, les indicateurs de santé et de nutrition infantile reculent dans plusieurs régions du monde.

- En 2025, deux famines ont été officiellement déclarées, au Soudan et à Gaza.
- Au Darfour, la malnutrition aiguë sévère a doublé dans certaines zones de conflit.
- À Gaza, près de 16 % des enfants de moins de cinq ans souffrent de malnutrition aiguë.
- Selon le Rapport mondial sur les crises alimentaires, près de 38 millions d'enfants sont touchés dans 26 zones de crise.
- Faute de financements suffisants, 14 millions d'enfants auraient perdu l'accès à des services nutritionnels essentiels en 2025.

Ces chiffres ne traduisent pas une fatalité. Ils traduisent une défaillance politique et financière.

Soigner un enfant atteint de malnutrition aiguë est aujourd'hui simple, efficace et abordable. Grâce notamment à **une expertise et à des produits thérapeutiques développés en France**, les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (**ATPE**) permettent des taux de guérison proches de 90 %, **pour un coût compris entre 45 et 60 dollars par enfant traité**.

La faim n'explose pas faute de solutions, elle est exacerbée par le manque criant de volonté politique et de financements.

La France en retrait au moment où les besoins explosent

Malgré les déclarations en faveur des urgences humanitaires, la trajectoire budgétaire française raconte une autre histoire. **En trois ans, la capacité financière dédiée à l'aide humanitaire a été réduite de plus des deux tiers :**

- 2024 : 895 millions d'euros
- 2025 : 500 millions d'euros
- 2026 : 294 millions d'euros

L'Aide Alimentaire Programmée, devenue IFSAN, **chute de 150 millions d'euros en 2024 à 50 millions en 2026.**

Cette trajectoire compromet gravement les chances de survie des plus fragiles et s'inscrit à rebours des intentions affichées par le gouvernement français en faveur de la solidarité internationale, et de la lutte contre la malnutrition en particulier. En 2024, la France accueillait le Sommet Nutrition for Growth et annonçait son objectif de hisser la nutrition à l'échelle mondiale et d'y consacrer un niveau élevé d'engagement politique et financier. Sans engagement financier cohérent, ces annonces ne seront qu'une coquille vide. **Il est plus nécessaire que jamais de les traduire en actes concrets.**

Une solution concrète, immédiate et responsable

Pour y remédier, avec Médecins Sans Frontières (MSF), The Alliance for International Medical Action (ALIMA), UNICEF France et Action Santé Mondiale, nous proposons une mesure simple, réaliste et immédiatement mobilisable :

augmenter d'un centime par canette la taxe sur les boissons sucrées et affecter intégralement cette ressource au financement des actions humanitaires nutritionnelles d'urgence.

Cette mesure présente des atouts majeurs :

- **Simple** : elle repose sur un mécanisme existant, dont le rendement et le recouvrement sont maîtrisés.
- **Vitale** : elle permettrait de générer au moins 100 millions d'euros par an, soit le traitement de plus de 2 millions d'enfants malnutris.
- **Cohérente sur le plan sanitaire** : elle renforce un outil de santé publique.
- **Politique** : elle enverrait un signal fort que la France choisit d'être à l'avant-garde des financements innovants pour des crises évitables

Refuser d'activer un levier aussi simple reviendrait à accepter un intolérable retour en arrière qui condamne un nombre croissant d'enfants à mourir.

2026 : le moment de vérité

À l'approche de la **Conférence nationale humanitaire de juin 2026** et dans le cadre de la **présidence française du G7**, la France a l'opportunité de placer la nutrition au cœur de sa diplomatie humanitaire.

Ce leadership doit se traduire par des actes concrets :

- La mise en place, à travers **une augmentation minime de la taxe sur les boissons sucrées**.
- Un financement dédié à **sécuriser** et **amplifier** de manière pérenne la prise en charge nutritionnelle des enfants à l'international.

La question n'est plus de savoir si des solutions existent. **Mais combien d'alertes faudra-t-il encore avant d'agir ?**